

ENTRETIEN AVEC **David Guyenne, président de la Chambre de commerce et d'industrie de la NC**

« Nous allons avoir besoin de moyens humains, techniques et financiers »

Participant à la première convention des partenaires à Paris, David Guyenne se dit prêt à intégrer les groupes de travail sur l'avenir du pays. Une double tâche apparaît : réfléchir sur la construction du long terme et renouer avec l'attractivité de la Nouvelle-Calédonie.

À l'issue de la convention des partenaires, à Matignon, vous émettez des espoirs mais aussi des inquiétudes. Lesquels ?

Des espoirs, parce que le travail de 1 500 heures, porté par la centaine de chefs d'entreprise, qui a abouti à un projet économique et sociétal, se retrouve dans la démarche annoncée par l'État. Les thématiques sont compatibles avec la réflexion du monde économique. Ces thématiques, sur lesquelles nous avons déjà travaillé, vont déclencher une dynamique dans ce processus. Nous serons, je l'espère, les premiers à montrer un engagement fort et à délivrer des résultats. Nous démontrons que la société civile est unie et présente un objectif commun qui transcende les oppositions idéologiques. Parce que nous avons un enjeu plus fort, celui de l'avenir de la Nouvelle-Calédonie.

Mais il y a aussi des inquiétudes qui ont trait au calendrier et aux modalités de lancement des groupes de travail. Nous, nous sommes prêts. Le calendrier doit être activé assez rapidement. Ces groupes de travail doivent être l'expression de la société civile et doivent donc intégrer un maximum de représentants des différentes composantes pertinentes de cette société civile selon les thématiques. Les travaux qui vont déboucher de ces groupes devront être tous cohérents et doivent tous avoir comme seul objectif l'avenir prospère et pérenne de la Nouvelle-Calédonie.

Beaucoup de vos thématiques ont été reprises, selon vous...

Ou ont été évoquées, dans cette convention des partenaires, comme des enjeux essentiels pour la Nouvelle-Calédonie. Il faut maintenant confirmer ces bonnes intentions. Si l'on prend le « développement économique », nous allons pouvoir insérer les sujets de « l'autonomie économique assumée », de « l'économie autour de la lutte contre le réchauffement climatique », de « l'autonomie alimentaire »... Nos propositions ne sont pas figées, mais elles peuvent servir de base pour pouvoir avancer plus vite et plus loin.

Savez-vous comment vont s'organiser concrètement ces groupes de travail ?

C'est la première question que l'on pose à l'État qui organise ces groupes thématiques à Nouméa.



« Nous devons tous être d'accord sur le fait que notre objectif est le mieux pour chaque Calédonien, observe David Guyenne. Il faut garder en tête cet objectif final pour s'assurer d'une cohérence dans le projet. » Photo Y.M.

C'est-à-dire : quel est le calendrier de ces réunions ? Quel sera le processus de sélection des parties prenantes mais aussi de présentation des conclusions à d'autres groupes de travail ?

Vous défendez un projet de société. Quels sont ses éléments incontournables ?

Notre modèle : le droit à la prospérité pour tous. Ce modèle doit être décliné pour donner les moyens à tous les Calédoniens de se sentir inclus et acteurs de cette prospérité individuelle et collective. Derrière, il y a donc des actes forts à engager sur, par exemple, la prospérité comme moteur d'émancipation individuelle et collective qui vient par l'égalité des chances, l'éducation, la formation, l'accès à l'emploi et à l'entrepreneuriat... Cette possibilité doit être posée de manière égalitaire pour tous les Calédoniens.

Faut-il que, dans cette démarche, l'économique se rapproche du politique ?

Le rôle du politique dans cette convention des partenaires est évidemment crucial. Il doit mettre en place le cadre qui va permettre aux Calédoniens de vivre, de bâtir,

de faire fonctionner la Calédonie prospère. Les rôles des uns et des autres sont donc bien différents. Et nous nous sommes toujours battus pour que le projet soit systémique et entier. Parce que l'institutionnel - l'État, le gouvernement, les provinces... - ne fera pas tout. Il faut que, derrière, ce qui sera mis en place soit au service, facilite et accompagne le développement du capital humain et économique.

« Le monde économique n'est plus actuellement en capacité d'absorber tous les jeunes qui sortent du système scolaire. »

Garderez-vous un œil, pendant ces travaux, sur la dimension institutionnelle liée au résultat des trois référendums ?

Nous avons eu, au niveau de NC Éco [ensemble des acteurs économiques, NDLR] une position claire : notre première action a été d'enjamber le troisième référendum pour pouvoir passer à une autre phase.

Aujourd'hui, nous souhaitons que les principes démocratiques soient respectés et que les fondamentaux démocratiques construisent la Calédonie. La séquence référendaire a acté des points. On doit en tirer certaines conséquences. Mais notre action principale va être portée maintenant sur le projet d'avenir.

N'existe-t-il pas un paradoxe : il faut inventer un nouveau modèle économique et social, alors que la gestion des urgences financières du pays est très dure ?

Il y a deux horizons de temps. Un horizon très court, où chaque organisation économique - je pense notamment aux structures patronales et aux Chambres consulaires - doit travailler avec l'exécutif pour passer ce cap difficile. Il y a urgence à agir sur la relance économique, la sauvegarde du système de santé, l'attractivité de la Nouvelle-Calédonie en termes de fiscalité, d'investissement, de stabilité... Toutefois, et le travail est difficile, nous devons trouver le temps d'avoir cette vision à plus long terme qui doit fixer le cap. Faisons les choses dans l'ordre, fixons le cap qui nous permettra de trouver des solutions aux urgences.

Ce point de la perte d'attractivité de la Calédonie, justement, a-t-il été mentionné à Paris ?

Tout le monde est conscient que la Nouvelle-Calédonie a aujourd'hui des enjeux démographiques forts et que l'on ne construira rien sans retrouver une attractivité. Je le rappelle, le monde économique n'est plus actuellement en capacité d'absorber tous les jeunes qui sortent du système scolaire.

Nous devons donc aller vite et fort, nous allons avoir besoin d'énormément de moyens humains, techniques, financiers et organisationnels. Nous devons aussi accepter que la Nouvelle-Calédonie est aujourd'hui trop petite, qu'il lui faut des forces vives et de l'aide pour arriver à s'en sortir rapidement.

Certains politiques défendaient l'idée d'ouvrir la Calédonie à une immigration massive, ce qui n'est pas sans danger sur le plan social, et ainsi de changer de taille de marché. Qu'en pensez-vous ?

NC Éco et les acteurs économiques estiment que la Calédonie, pour avoir une efficacité institutionnelle et administrative, n'a aujourd'hui pas assez de monde. Ce sujet est partagé par de nombreux politiques quand ils affrontent la réalité du territoire. Notre point de vue est que nous arriverons un jour à 500 000 habitants, et c'est tout ce que l'on souhaite à la Calédonie pour qu'elle puisse avoir une taille critique et animer son économie et sa société.

La question n'est pas « quand ? » mais davantage « comment ? » Il faut s'y préparer. Ce qui signifie : avoir une ouverture économique, une intégration régionale, une réflexion sur le statut des investisseurs... Bien sûr, ces discussions seront menées même au niveau politique et institutionnel.

Propos recueillis à Paris par Yann Mainguet

La Première ministre, Elisabeth Borne, a précisé à Matignon la liste des thématiques des groupes de travail établie à ce stade : questions institutionnelles, égalité des chances et cohésion sociale ; développement économique, emploi et grands investissements ; nickel ; souveraineté énergétique et transition écologique ; souveraineté alimentaire et foncier ; valeurs, identité commune et réconciliation ; intégration et rayonnement régional.